

**Références à rappeler :**

Collectivité : VOSNE-ROMANEE  
Acte : 76800/2023/36870016931  
Débiteur : 4100773439  
M MAGNIN VINCENT  
Montant de l'Acte : 31,27 Euro

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
SGC NUITS-SAINT-GEORGES  
3 RUE JEAN MOULIN BP40090  
BP 40090  
21703 NUITS SAINT GEORGES CEDEX

6974-020961-0047-0



**Contactez, pour toute information :**

SGC NUITS-SAINT-GEORGES  
Références bancaires :  
BDFEFRPPCCTFR033000100183F216000000020  
Tél : 03 45 42 19 18  
Mél : [sgc.nuits-saint-georges@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:sgc.nuits-saint-georges@dgfip.finances.gouv.fr)  
Ouvert : LMAMEJ 8H30-12H

DOMAINE AF GROS  
5 GRANDE RUE  
LA GARELLE  
21630 POMMARD

Madame, Monsieur,

L'article L 1617-5-7° du code général des collectivités territoriales m'autorise à obtenir le paiement des sommes dues aux collectivités territoriales, aux établissements publics locaux et aux établissements publics de santé par voie de saisie administrative à tiers détenteur (voir page 2 du présent acte).

En conséquence, je vous serais obligé de me verser, à concurrence de la somme totale restant due par la personne indiquée ci-dessous, les rémunérations dont vous êtes débiteur à son égard. Si vous êtes débiteur de rémunérations à terme ou sous condition, vous voudrez bien procéder à leur versement entre mes mains dès l'expiration du terme ou la réalisation de la condition.

Je vous informe qu'il vous appartient :

- de **M'ACCUSER RÉCEPTION** en renvoyant le formulaire ci-joint (voir page 3), dûment complété, par retour de courrier, m'avisant le cas échéant des cession, saisie, saisie administrative à tiers détenteur, paiement direct de créances d'aliments en cours d'exécution sur les mêmes rémunérations.

À défaut, votre responsabilité pourrait être engagée dans les conditions fixées aux articles L.3252-9 et L.3252-10 du code du travail (voir page 2).

- de déterminer les retenues à effectuer en tenant compte des dispositions des articles R.3252-2 à 3252-4 du code du travail. Le barème joint en annexe précise les quotités saisissables applicables aux rémunérations du travail.

Vos règlements vous libéreront à due concurrence envers votre créancier et devront me parvenir dans le délai de **TRENTE JOURS** à compter du calcul de la rémunération, sous peine d'être majorés du taux d'intérêt légal (article L.1617-5 5° du code général des collectivités territoriales).

Toute contestation relative au présent acte doit être formulée dans les conditions fixées par l'article L.1617-5-1° et 2° du code général des collectivités territoriales (voir page 2).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

A NUITS-SAINT-GEORGES, le 25/07/2023,

Le comptable public,

PRIN Joël

**TOTAL RESTANT DÛ : 31,27 Euro**

**Pour effectuer ce règlement**

- Par chèque bancaire ou postal, libellé à l'ordre du TRESOR PUBLIC, en indiquant les « références à rappeler » précisées ci-dessus.

Toute demande de quittance doit être demandée au comptable public

**À VOSNE-ROMANEE**

**PAR M MAGNIN VINCENT**

**16 RUE DU CHATEAU**

**21700 VOSNE ROMANEE**

**Né(e)**

**le 15/05/1977**



DOMAINE AF GROS  
5 GRANDE RUE  
LA GARELLE  
21630 POMMARD

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
SGC NUITS-SAINT-GEORGES  
3 RUE JEAN MOULIN BP40090  
BP 40090  
21703 NUITS SAINT GEORGES CEDEX

Références à rappeler :

Collectivité : VOSNE-ROMANEE  
Acte : 76800/2023/36870016931  
Débiteur : 4100773439  
M MAGNIN VINCENT  
Montant Acte : 31,27 Euro

J'accuse réception de la saisie administrative à tiers détenteur par laquelle vous me demandez de payer les sommes dues à la collectivité, l'établissement public local ou l'établissement public de santé créancier par le débiteur désigné ci-dessous.

- J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne suis pas employeur de cette personne
- Je vous adresse un règlement par :
  - chèque bancaire/postal,       d'un montant de .....€ (en chiffres)

libellé à l'ordre du TRESOR PUBLIC et venant en déduction du montant de ma dette envers cette personne.

Je m'acquitterai le ....., date à laquelle ma dette envers cette personne sera devenue exigible.

- Saisies antérieures (art. L. 3252-9 du code du travail)

Conformément aux dispositions de l'article L. 3252-9 du code du travail, je vous informe qu'un(e) :

- cession de rémunération       saisie administrative à tiers détenteur       paiement direct de pensions alimentaires
- saisie

a été pratiqué(e) sur les rémunérations du débiteur par : (\*).....,

le.....,

Tribunal d'instance compétent : .....

En cas de saisie des rémunérations en cours d'exécution, le règlement de la présente saisie administrative viendra en concours avec les autres saisies notifiées antérieurement, dans les conditions fixées à l'article L. 3252-8 du code du travail.

Autres cas :

*Monsieur MAGNIN est salarié de notre Domaine nous allons procéder à la saisie arrêt lors de la prochaine échéance de salaire*  
A..... Pommard, le 21/8/23.....Signature

- Cochez la case correspondant à votre situation

\*Désignez précisément la personne ayant effectué l'acte indiqué, notamment le comptable public compétent

**SAS DOMAINE AF GROS**  
5 Grande Rue - 21630 Pommard  
SIRET 883 987 348 00016  
T.V.A. FR 84 383 987 348

TOTAL RESTANT DÛ : 31,27 Euro

À VOSNE-ROMANEE  
PAR M MAGNIN VINCENT  
16 RUE DU CHATEAU  
21700 VOSNE ROMANEE